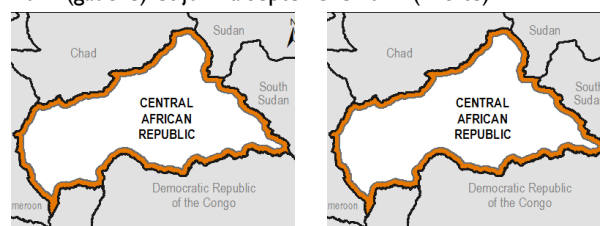


En plus de la détérioration de l'accès alimentaire, le conflit pourrait perturber les activités agricoles

MESSAGES CLÉS

- Les déplacements de populations, la hausse des prix, la baisse des revenus, l'épuisement précoce des stocks de l'autoproduction et l'inaccessibilité des populations par l'assistance sont les facteurs qui dégradent l'accès alimentaire des ménages, en particulier les victimes des inondations dans le nord, les PDI et populations hôtes pauvres au nord-ouest, à l'est et au sud-est devraient faire face à une insécurité alimentaire aiguë Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et septembre.
- Le blocage de la principale voie d'approvisionnement avec le Cameroun, le couvre-feu en cours et le mauvais état des routes, limitent la fréquentation et l'approvisionnement des marchés aussi bien en produits locaux qu'importés. Cela entraîne une volatilité des prix. L'approvisionnement du marché dans la capitale est rendu possible grâce aux escortes de marchandises, et il n'est pas exclu la possibilité de blocage isolé d'autres routes au regard de la dispersion des groupes rebelles dans plusieurs préfectures. L'offre de denrées, pourrait demeurer en-dessous de la moyenne des deux dernières années et les prix légèrement plus élevés jusqu'en septembre en particulier les produits importés.
- La poursuite des combats pourrait perturber les activités de préparation des sols entre février et juin. De même, la baisse des revenus par rapport à normale et les difficultés d'accès aux marchés vont limiter l'acquisition des intrants par les producteurs. Dans l'ensemble, il est probable que les superficies à emblaver pour la saison à venir soient inférieures à celles de la saison écoulée.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés de février à mai 2021 (gauche) et juin à septembre 2021 (droite)



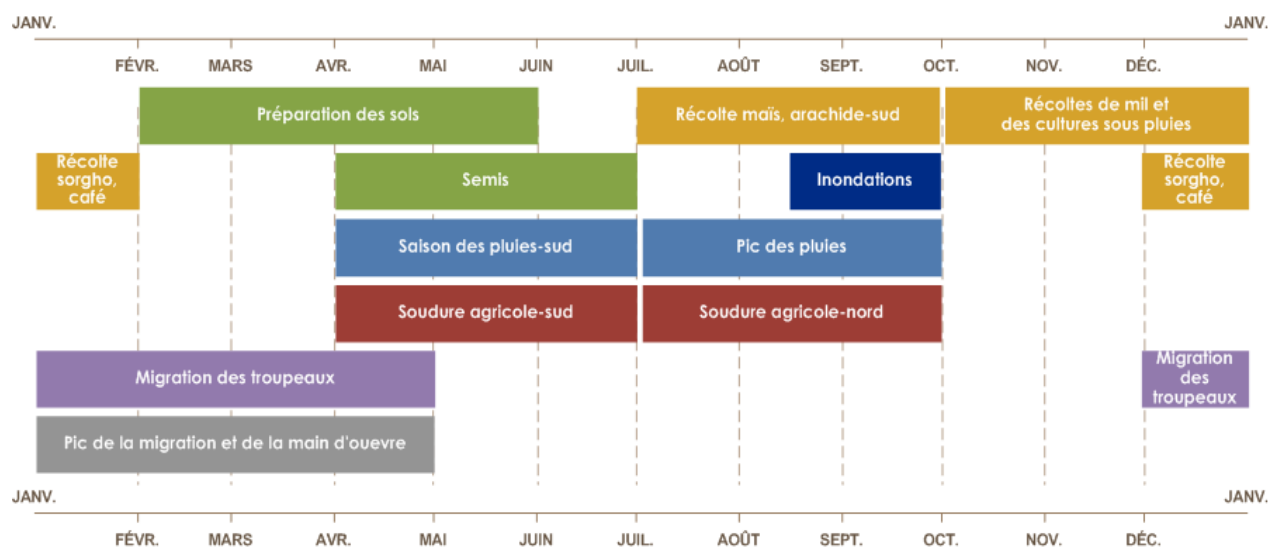
- Phase 1 : Minimale
- Phase 2 : Stress
- Phase 3+ : Crise ou plus

! Sévérité atténuée par l'assistance d'une façon significative

Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE



Source: FEWS NET

ZONE	ANOMALIES ACTUELLES	ANOMALIES PROJETÉES
<i>Nationale</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis mi-décembre, le pays connaît à nouveau une montée de la violence après qu'une coalition de groupes rebelles ait montré son opposition au processus électoral et tenté une offensive sur la capitale. L'activisme des groupes rebelles a entraîné entre décembre et janvier de nouveaux déplacements de populations à l'intérieur, 117 000 selon OCHA, mais aussi vers les pays voisins, 105 000 selon le HCR. Le gouvernement a instauré un couvre-feu et un état d'urgence sur tout le territoire afin de repousser et d'occuper les positions des rebelles. Malgré l'offensive menée par les forces de sécurité (FACA) et leurs alliés et la fermeture des frontières par les pays voisins, les groupes rebelles sont encore actifs dans plusieurs préfectures où ils opèrent des pillages sur la population locale et bloquent les axes routiers pour empêcher l'approvisionnement de la capitale. • Après le ralentissement des flux entrant suite aux mesures restrictives de COVID-19, le blocage depuis décembre des principaux axes d'approvisionnement du pays dont le corridor Douala-Bangui par les groupes rebelles, affecte négativement la disponibilité de produits importés sur les marchés. La limitation de la circulation à l'intérieur affecte aussi les échanges entre les zones de production et les milieux urbains. Si des opérations d'escorte ont pu permettre le ravitaillement de la capitale, les niveaux de prix restent encore élevés. En plus des pertes d'emplois et de revenu liées au COVID-19, le couvre-feu réduit aussi le temps de travail, ce qui affecte aussi négativement les revenus du secteur informel et des travaux journaliers. La hausse des prix et la baisse des revenus limitent le pouvoir d'achat des ménages. 	<ul style="list-style-type: none"> • La situation sécuritaire préoccupante actuelle devrait se poursuivre au cours des deux prochains mois. De plus, l'état d'urgence est prolongé de six mois. Nonobstant la reprise de plusieurs villes aux mains des rebelles, les groupes rebelles sont dispersés et demeurent actifs dans toutes les préfectures du pays. Avec le second tour des élections législatives attendu le 14 mars prochain, il n'est pas exclu des tentatives de boycott par les rebelles ou la survenue de tensions intercommunautaires. Ce contexte ne favorisera pas le retour des déplacés. L'insécurité pourrait continuer de provoquer des déplacements de populations, de perturber le fonctionnement normal des marchés, les activités agricoles et les interventions humanitaires. • A un moment où les ménages seront plus dépendants des marchés pour leur approvisionnement, une baisse des disponibilités entraînera des niveaux élevés de prix similaires à la moyenne des deux dernières années pour les produits locaux, mais supérieurs à la moyenne pour les produits importés. Les déplacements et l'accès limité des producteurs à leurs champs pourraient réduire les superficies emblavées pour la saison à venir comparativement à la saison écoulée qui a été globalement plus calme. De même, la limitation de l'approvisionnement des marchés va réduire l'accès des ménages aux intrants pour le démarrage des activités de semi à partir de avril/mai dans le sud et l'ouest et à partir de juin dans le nord où certains avaient perdu leurs récoltes du fait des inondations.

PERSPECTIVE PROJETÉE À SEPTEMBRE 2021

Les incidents sécuritaires et les morts que cela entraîne se sont accrus entre décembre et janvier avec une moyenne mensuelle de 49 incidents et 110 fatalités contre respectivement 17 et 27 sur la période de janvier à novembre 2020 selon les données de ACLED. Depuis décembre, les forces de défense et de sécurité mènent une offensive contre les rebelles qui bloquent les principaux axes d'approvisionnement de la capitale : axes Bangui-Douala pour les importations à partir du Cameroun, Bangui-Bambari-Bangassou, Bambari-Ngakobo, où se trouve l'usine de production du sucre, Berberati-Kenzo la route principale de ravitaillement des régions sud-ouest à partir du Cameroun. Les combats ont entraîné l'augmentation d'environ 9% du nombre de IDP en décembre par rapport à octobre. Des augmentations plus importantes du fait de l'insécurité sont observées dans les préfectures de Mbomou, Nana-Mambaré et Bamingui-Bangoran.

Outre les déplacements, le conflit se caractérise par des pillages de biens des populations (bétail et produits agricoles) et du commerce. Les rebelles imposent aussi des taxes illégales aux commerçants et aux producteurs qui se rendent sur les marchés locaux. Ce qui réduit la fréquentation de marchés et limite l'offre et la demande.

Avant cette nouvelle crise, les inondations dans le nord (Bamingui-Bangoran) et les exactions des groupes armés dans l'ouest (Ouham-Pendé, Nana-Mambaré) et le sud-est (Mbomou, Haut-Mbomou, Basse-Kotto) affectaient déjà négativement les moyens d'existence de la population. Cette crise survient au moment où les flux entrant de marchandises reprenaient

normalement après quelques mois de perturbation dû aux mesures restrictives et aux contrôles sanitaires au niveau des frontières. Dans les centres urbains en particulier, la hausse des prix des produits importés impactait négativement le pouvoir d'achat des ménages.

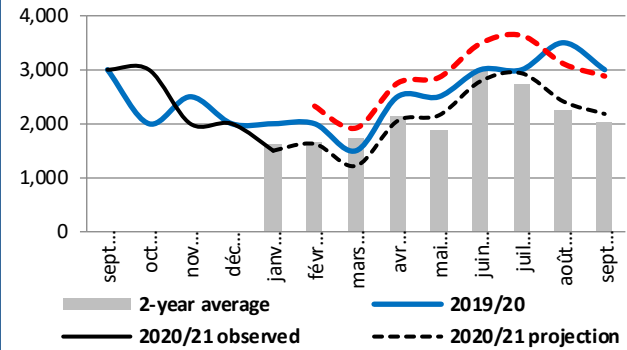
Le blocage des routes, le couvre-feu et le mauvais état des routes, limitent l'approvisionnement des marchés aussi bien en produits locaux qu'importés. Les prix des denrées sont volatiles sur la plupart des marchés. Dans l'ensemble, le prix du riz importé enregistre en février une hausse de 34% par rapport au mois précédent. Cette denrée dont le prix était déjà élevé en raison des restrictions de COVID-19, reste 63% au-dessus de son niveau il y a un an. Son prix a même plus doublé sur certains marchés urbains : Bangui, Berberati et Kaga-Bandoro. La pénurie des denrées importées a suscité une augmentation de la demande des produits locaux. Mais la limitation du transport interurbain affecte aussi les échanges entre les zones de production et les milieux urbains. Ce qui entraîne une variation à la hausse des prix de ces produits, en particulier dans les centres urbains. Par contre, dans les zones de production, inaccessibles par les acheteurs, les prix enregistrent des baisses globales de 11% pour le manioc et le maïs et une stabilité pour le sorgho par rapport à l'année passée. Par contre, comparé au mois passé, les prix sont globalement en hausse pour le maïs et le manioc respectivement de 54% et 30%, mais en baisse de 13% pour le sorgho. En effet, avec la recrudescence des incidents et les frais illicites imposés par les rebelles sur les routes, les producteurs réduisent leur participation au marché, ce qui limite l'offre.

Le couvre-feu, les mouvements limités des populations et leur accès réduit aux marchés, entraînent une baisse des revenus provenant principalement de la vente de produits agricoles, de chasse et de cueillette, de la main-d'œuvre agricole ou de travaux journaliers. Dans la capitale, la suspension des activités de taxi-moto, réduit les gains journaliers et amplifie les actes de banditisme et de vol. La poursuite des combats va négativement entraver les activités agricoles dont les préparatifs de sols qui se déroulent habituellement entre février et juin. Cela pourrait aussi limiter la demande de main-d'œuvre pendant la période. Par ailleurs, l'accès limité des producteurs à leurs champs pourrait exacerber les dégâts de champs par le bétail des transhumants en provenance du Tchad et du Soudan. Les zones situées le long des couloirs de passages sont les plus exposées, notamment les préfectures du nord, du nord-est, de l'ouest et du sud-est.

Selon OCHA, le cumul de personnes déplacées dans le pays est estimé en décembre à 682 000. La forte présence de PDI, le faible niveau d'approvisionnement des marchés, la hausse des prix, la baisse des revenus sont les facteurs qui dégradent l'accès alimentaire des ménages. Ces facteurs aggravent les difficultés existant avant cette nouvelle crise, notamment, les effets des inondations (préfectures de Bamingui-Bangoran, Ouaka, Ombella M'Poko et Bangui), des conflits intercommunautaires (Vakaga) et de l'accessibilité limitée par l'assistance (préfectures de l'est et sud-est). Les ménages, en particulier les victimes des inondations, les PDI et populations hôtes pauvres dans ces zones sont alors obligés de réduire les quantités et la qualité des repas ou de réduire le nombre de repas consommés.

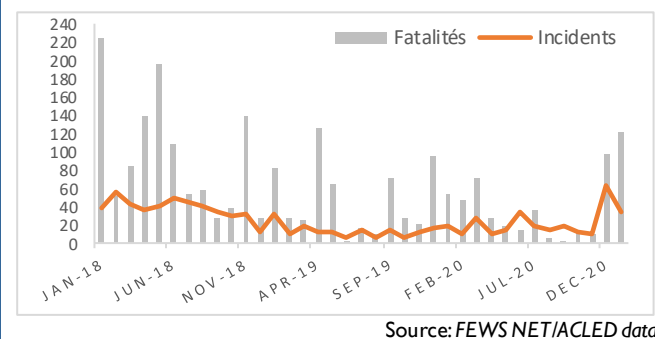
L'approvisionnement de la capitale est rendu possible grâce aux escortes de transporteurs sur l'axe Bangui-Douala. Toutefois, il n'est pas exclu la possibilité de blocage isolé de routes au regard de la dispersion des rebelles dans plusieurs préfectures. De plus entre juin et septembre, les perturbations structurelles de l'approvisionnement liées à la détérioration du réseau routier pendant la saison des pluies, vont maintenir la baisse de l'offre sur les marchés et des niveaux élevés de prix car la demande des ménages va croître sur les marchés avec l'épuisement de leurs stocks. Ce qui augmentera le nombre de populations en crise ou pire pendant la période. Les victimes des inondations, les PDI et populations hôtes pauvres exposés resteront exposés à l'insécurité alimentaire aigüe Crise (Phase 3 de l'IPC) entre février et septembre.

Figure 1: Bambari, Central African Republic, Cassava 25 KG Retail XAF Local



Source: FEWS NET

Figure 2. Evolution des incidents de sécurité et des fatalités de janvier 2018 à janvier 2021



Source: FEWS NET/ACLED data